

être exécutés jusqu'à ce qu'elle soit abolie. Les articles remplis d'injures et d'attaques violentes ne sont pas de la discussion, c'est de l'outrage, c'est une excitation à la guerre civile parfaitement caractéristique. La magistrature elle-même n'est pas respectée. De semblables articles sont des délits qui ne peuvent rester impunis. La Chambre autorise les poursuites, et, comme M. Cassagnac avait commis des délits de diverses natures, il fut successivement traduit en police correctionnelle, où il fut condamné à deux mois de prison et 3,000 francs d'amende (5 avril), et devant la cour d'assises, où il fut frappé d'une condamnation identique (21 avril). Le 4 mai suivant, lors de la discussion et du vote de l'ordre du jour des gauches sur le danger des moines cléricaux, le député de Condom défendit par ses interruptions ses amis les cléricaux. Quelques jours après, le 17 mai, il était triomphant : le ministre Jules Simon était renversé par le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, qui formait un cabinet cléricol, monarchique et bonapartiste. On vit alors M. Granier de Cassagnac pousser incessamment le président de la République à des mesures violentes et réclamer à grands cris un coup d'Etat. Lors de la discussion qui eut lieu à la Chambre des députés lorsque le maréchal de Mac-Mahon fut demandé sa dissolution au Sénat, M. Granier de Cassagnac et ses amis essayèrent, par leurs interruptions furibondes, d'empêcher les orateurs de la majorité de combattre la politique du gouvernement. Le 16 juin, notamment, il se conduisit de telle sorte pendant le discours de M. Gambetta, que M. Rouher lui-même en fut indigné et dit, en parlant du député de Condom : « C'est l'honneur du parti ». Après le vote de la dissolution de la Chambre, M. Granier de Cassagnac applaudit à toutes les mesures arbitraires adoptées par le ministère pour forcer le pays à nommer des députés hostiles à la République, à l'intention du maréchal aux élections de Condom, et M. de Broglie, ministre de la justice, lui remit la peine d'emprisonnement qu'il avait encourue au mois d'avril. Ne pouvant pardonner au chef de son parti, M. Rouher, le mot qui lui était échappé le 16 juin, il l'attaqua avec une extrême violence dans le *Pays*, lui reprocha d'avoir « plaidé le pour et le contre, le faux et le vrai, avec le même éclat, avec le même conviction », d'avoir abandonné sa souveraineté au milieu de l'émeute, d'être resté impassible sur sa chaise curule du Sénat et de s'être enfui quand avaient apparu les Gaulois de Belleville. A la nouvelle de la mort de M. Thiers, il écrivit contre lui un article outrageant, éprouvant, disait-il, le besoin « de danser autour de son cercueil ». Le 14 octobre 1877, il fut réélu député à Condom par 10,915 voix contre 6,779 données à M. Lacroix, républicain. Les républicains étant revenus en grande majorité à la Chambre, malgré tous les efforts du maréchal de Mac-Mahon et du ministère, M. de Cassagnac continua dans le *Pays* à pousser le maréchal à résister jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au coup d'Etat. A la Chambre des députés, le député de Condom s'est constitué l'orateur de son parti. Il a pris, le 8 novembre, la défense des candidatures officielles, et il combattit, le 14 novembre, les réformes apportées par la Chambre à son règlement. Il se fit remarquer sur un calme relatif dans les débats et d'empêcher les interrupteurs systématiques de troubler les discussions.

En dehors de ses articles de journaux, M. Paul de Cassagnac a publié : *Empire et royauté* (1873, in-8°); le *Mémorial de Chasselher* (1873); *l'Aigle*, almanach (1875, in-16); *Histoire populaire de Napoléon III* (1874-1875), en collaboration avec son père; *Baillielle électorale* (1875, in-32).

GRANIFÈRE adj. (gra-ni-fè-re — du lat. *granum*, grain; *fèr*, je porte). Bot. Se dit du culice de certaines fleurs qui porte un grain ou granule.

GRANITAIRE adj. (gra-ni-ta-ire — rad. *granit*). Qui est de la nature du granit.

GRANITIER s. m. (gra-ni-ti-er — rad. *granit*). Ouvrier qui travaille le granit.

GRANNUS, roi fabuleux du Danemark, que les vieilles chroniques de ce pays font vivre à l'époque du siège de Troie. Il enleva la fille du roi des Goths, qu'il tua dans un combat. Le roi de Norvège entra alors en Danemark à la tête d'une armée, fit prisonniers la sœur et la fille de Grannus, viola la première et épousa la seconde. Grannus lui livra bataille; mais le fit vaincu et tué.

* **GRANT** (Robert-Edmond), savant anatomiste anglais. — Il est mort à Londres en août 1874.

* **GRANT** (sir James Hovp), général anglais. — Il est mort en mars 1875.

* **GRANT** (James), écrivain anglais, né à Elgin. — Il a été rédacteur du *Arguing Advertiser* jusqu'en 1870. Outre les ouvrages insérés dans *Arguing Courier*, *Elgin Literary Magazine*, le *Northampton Magazine*, etc., on lui doit : la *Fin de toutes choses*, notre de-

meure élaste, etc., ouvrage traitant de sujets religieux; *Mémoires de sir John Sinclair* (1870, in-8°); la *Presse, son origine, ses progrès, sa situation présente* (1871, 2 vol. in-8°); la *Presse hebdomadaire*. La magistrature elle-même n'est pas respectée. De semblables articles sont des délits qui ne peuvent rester impunis. La Chambre autorise les poursuites, et, comme M. Cassagnac avait commis des délits de diverses natures, il fut successivement traduit en police correctionnelle, où il fut condamné à deux mois de prison et 3,000 francs d'amende (5 avril), et devant la cour d'assises, où il fut frappé d'une condamnation identique (21 avril). Le 4 mai suivant, lors de la discussion et du vote de l'ordre du jour des gauches sur le danger des moines cléricaux, le député de Condom défendit par ses interruptions ses amis les cléricaux. Quelques jours après, le 17 mai, il était triomphant : le ministre Jules Simon était renversé par le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, qui formait un cabinet cléricol, monarchique et bonapartiste. On vit alors M. Granier de Cassagnac pousser incessamment le président de la République à des mesures violentes et réclamer à grands cris un coup d'Etat. Lors de la discussion qui eut lieu à la Chambre des députés lorsque le maréchal de Mac-Mahon fut demandé sa dissolution au Sénat, M. Granier de Cassagnac et ses amis essayèrent, par leurs interruptions furibondes, d'empêcher les orateurs de la majorité de combattre la politique du gouvernement. Le 16 juin, notamment, il se conduisit de telle sorte pendant le discours de M. Gambetta, que M. Rouher lui-même en fut indigné et dit, en parlant du député de Condom : « C'est l'honneur du parti ». Après le vote de la dissolution de la Chambre, M. Granier de Cassagnac applaudit à toutes les mesures arbitraires adoptées par le ministère pour forcer le pays à nommer des députés hostiles à la République, à l'intention du maréchal aux élections de Condom, et M. de Broglie, ministre de la justice, lui remit la peine d'emprisonnement qu'il avait encourue au mois d'avril. Ne pouvant pardonner au chef de son parti, M. Rouher, le mot qui lui était échappé le 16 juin, il l'attaqua avec une extrême violence dans le *Pays*, lui reprocha d'avoir « plaidé le pour et le contre, le faux et le vrai, avec le même éclat, avec le même conviction », d'avoir abandonné sa souveraineté au milieu de l'émeute, d'être resté impassible sur sa chaise curule du Sénat et de s'être enfui quand avaient apparu les Gaulois de Belleville. A la nouvelle de la mort de M. Thiers, il écrivit contre lui un article outrageant, éprouvant, disait-il, le besoin « de danser autour de son cercueil ». Le 14 octobre 1877, il fut réélu député à Condom par 10,915 voix contre 6,779 données à M. Lacroix, républicain. Les républicains étant revenus en grande majorité à la Chambre, malgré tous les efforts du maréchal de Mac-Mahon et du ministère, M. de Cassagnac continua dans le *Pays* à pousser le maréchal à résister jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au coup d'Etat. A la Chambre des députés, le député de Condom s'est constitué l'orateur de son parti. Il a pris, le 8 novembre, la défense des candidatures officielles, et il combattit, le 14 novembre, les réformes apportées par la Chambre à son règlement. Il se fit remarquer sur un calme relatif dans les débats et d'empêcher les interrupteurs systématiques de troubler les discussions.

GRANT (Ulysse), célèbre général et président des Etats-Unis d'Amérique. — En 1871, il fit exécuter dans la plupart des mesures de rigueur contre les sociétés dits de Kuklux, ordonna de poursuivre le chef des mormons, Brigham Young, en vertu de la loi qui interdisait la polygamie, et avait un décret d'arrestation qui rendait aux Etats du Sud leurs droits politiques. Le traité signé à Washington entre l'Angleterre et les Etats-Unis avait mis, en principe, un terme au différend pendant depuis si longtemps entre les deux nations au sujet de l'Alabama; mais il restait à régler la question si délicate des indemnités pécuniaires, et des difficultés nouvelles étaient survenues. Ce fut pour trancher définitivement cette interminable affaire que, d'un commun accord, le général Grant et le cabinet anglais décidèrent de s'en rapporter à la décision d'un tribunal arbitral qui se réunirait à Genève et dont les membres seraient désignés par le roi d'Italie, le président de la Confédération helvétique et l'empereur du Brésil. Ce tribunal arbitral prononça, le 14 septembre 1872, sa sentence, par laquelle l'Angleterre était condamnée à payer aux Etats-Unis une somme de 77,500,000 francs. A cette époque, le terme des quatre années présidentielles du général Grant s'approchait, et la situation financière des Etats-Unis était des plus satisfaisantes. Elle permettait à la fois de diminuer les impôts, d'accroître les dépenses budgétaires et d'amortir la dette publique, tout en ayant encore à payer les Etats-Unis une somme de 77,500,000 francs. A cette époque, le terme des quatre années présidentielles du général Grant s'approchait, et la situation financière des Etats-Unis était des plus satisfaisantes. Elle permettait à la fois de diminuer les impôts, d'accroître les dépenses budgétaires et d'amortir la dette publique, tout en ayant encore à payer les Etats-Unis une somme de 77,500,000 francs. A cette époque, le terme des quatre années présidentielles du général Grant s'approchait, et la situation financière des Etats-Unis était des plus satisfaisantes. Elle permettait à la fois de diminuer les impôts, d'accroître les dépenses budgétaires et d'amortir la dette publique, tout en ayant encore à payer les Etats-Unis une somme de 77,500,000 francs.

Le 4 mars 1873, en inaugurant sa seconde présidence, le général Grant prononça un discours dans lequel il rappela ce qu'il avait fait et indiqua ce qu'il voulait faire. Il déclara qu'il appartenait dans la mesure de ses forces la réforme tendant à donner aux anciens esclaves tous les droits civils que la qualité de citoyen doit entraîner; qu'il avait le désir de réformer les abus signalés dans l'administration civile du pays; qu'en ce qui concerne les Indiens, il adopterait une politique humaine, afin de les soumettre à l'influence bienfaisante de l'instruction et de la civilisation, enfin qu'il occuperait de sa façon toute particulière des grands travaux de la paix, des voies de communication, de l'affermissement du crédit, de l'amélioration de l'état des travaux, etc. Malgré le désir si évident du général de contribuer de tout son pouvoir au bien de l'Etat, il s'en fallut de beaucoup que sa seconde présidence fût aussi heureuse que pour le pays que la première. Elle débuta par une crise financière

et commerciale, qui prit des proportions considérables et jeta la perturbation la plus profonde dans les affaires. Pour conjurer la crise, il annonça, le 28 septembre 1873, que l'administration était disposée à employer les crédits réservés au trésor, en vue de pourvoir au paiement des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les démocrates refusèrent de reconnaître le gouverneur Kellog, et celui-ci ne pouvant plus répondre de l'ordre et de la tranquillité, demanda des secours au général Sheridan, qui intervint avec des troupes fédérales. Cette intervention provoqua de grandes plaintes dans le parti démocrate. Les gouverneurs du Tennessee, du Missouri, de New-York, etc., protestèrent contre la conduite du général, qui les qualifiait d'illégaux. Le Congrès ayant décidé de demander au président des Etats-Unis une explication au sujet des événements qui venaient de se produire dans la Louisiane, le général Grant adressa au Sénat, le 13 janvier, un message dans lequel il prit parti contre les démocrates, et il approuva la conduite du général Sheridan, qui terminait en faisant appel au Sénat pour l'adoption de la loi relative à l'Etat qui lui rendit parfaitement clairs ses devoirs présidentiels dans cette affaire. Le 20 janvier, dans un autre message au Congrès, il recommanda l'amélioration des services de la garde des côtes. La Chambre des représentants ayant reconnu la légalité du gouvernement de Kellog dans la Louisiane, la législature de cet Etat finit par se soumettre (15 mars). Peu après, des troubles graves, suivis de troubles graves, parmi les ouvriers des mines de Pennsylvanie. Une convention républicaine réunie à Philadelphie s'étant prononcée contre le général, le président Grant à la présidence, le général réélu, le 29 mai, à cette résolution par une lettre dans laquelle il disait : « Je ne suis ni moi-même candidat à la réélection. Je n'accroître pas une réélection si on me l'offrait; à moins qu'elle n'ait lieu dans des circonstances telles qu'elles m'en fissent un devoir impérieux, circonstances qui ne se présentent probablement pas. Je félicite l'assemblée de l'harmonie qui y règne et du choix excellent du candidat que vous mettez en avant et qui, je l'espère, pourra triompher dans l'élection. » Cette réponse ambiguë fut loin de satisfaire les partis politiques, qui voyaient une porte ouverte aux projets ambitieux qu'on prêtait au général Grant, et elle contribua encore à imposer contre lui l'opinion publique. Dans la séance du 7 mai, des anciens officiers de l'armée du Tennessee, qui eurent lieu le 30 septembre suivant, le président Grant se prononça pour la séparation des Etats du Nord et de l'Etat de la Virginie. « Encourageons », dit-il, « les écoles libres, sans instruction religieuse; l'instruction obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la prohibition de l'immoralité, notamment de la polygamie des mormons et de

l'introduction de prostituées chinoises, enfin le vote de lois assurant une bonne circulation fiduciaire. » En 1876, le président Grant continua encore à accroître son impopularité en grandissant plusieurs crédits de 500,000 francs, en ordonnant par le *check* des dépenses publiques et qu'elle avait résolu, en outre, de payer immédiatement, par anticipation, les intérêts de la dette échéant en novembre suivant. A la crise commerciale, il vint d'ajouter des troubles intérieurs, causés par l'hostilité des blancs et des hommes de couleur, par les rivalités entre républicains et démocrates. On avançait que le général Grant avait l'intention de se porter candidat une troisième fois à la présidence de la république, ce qui causa contre lui une vive irritation. D'autre part, les abus signalés dans l'administration, des faits nouveaux de corruption et de concussion contribuèrent à discréditer le pouvoir, responsable du choix de ses agents. Au mois d'août 1874, les élections municipales eurent lieu dans les grandes villes de la Louisiane, des troubles graves éclatèrent dans cet Etat. Le 14 septembre, les blancs s'élevèrent en masse devant l'hôtel de ville de New-Orléans, et chassèrent le gouverneur républicain, M. Kellog. Le général Grant prit des mesures pour le rétablissement de l'ordre, et, sur les sommations du commandant militaire de cet Etat, les démocrates refusèrent de reconnaître l'acte de M. Kellog, après avoir rendu la ville aux troupes fédérales. On commença de novembre suivant, les élections pour le Congrès eurent lieu, elles eurent pour résultat de faire passer la majorité du parti républicain au parti démocrate. C'était un grave échec pour la politique suivie par Grant. Dans le message qu'il adressa au Congrès le 3 décembre 1875, le président de la république recommanda la reprise des paiements en espèces, ainsi qu'une grande économie au sujet de l'administration de l'Etat. Au commencement de janvier 1876, de nouveaux troubles eurent lieu dans la Louisiane; un conflit éclata entre républicains et démocrates dans la législature de cet Etat. Les

